WeProsper

GLOBAL COALITION FOR
WOMEN'S ECONOMIC EMPOWERMENT

WeProsper : Coalition mondiale pour l'autonomisation économique des femmes

WeProsper est une coalition mondiale qui encourage l'autonomisation économique des femmes en s'engageant dans un militantisme stratégique pour faire progresser l'égalité des sexes, lever les obstacles structurels et favoriser l'expression des femmes et leur pouvoir en tant qu'actrices économiques. Ensemble, nous construisons la base de connaissances mondiale, fondée sur des données factuelles, sur l'autonomisation économique des femmes, et nous l'utilisons selon une approche féministe et intersectionnelle afin d'influencer les politiques publiques dans le monde entier, d'obtenir plus de fonds pour l'autonomisation économique des femmes et de favoriser la réussite économique des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Photo : Paula Bronstein/Getty Images/Images of Empowerment, Inde

Un moment critique pour l'autonomisation économique des femmes

L'autonomisation économique des femmes (AEF) est essentielle pour les droits des femmes, pour leur qualité de vie, leur capacité d'agir, leur pouvoir et leur égalité, ainsi que pour la prospérité des entreprises et de toute l'économie. Pourtant, alors que les écarts entre les genres se sont réduits dans l'enseignement et la santé, ils demeurent importants et persistent en ce qui concerne la participation à l'économie et les opportunités de travail, même avant la COVID-19. Le Forum économique mondial estime qu'au rythme actuel, il faudra 276,6 ans pour combler cet écart entre les sexes. De plus, la COVID-19 a entraîné un recul sur des acquis qui avaient été durement gagnés dans l'autonomisation économique des femmes, avec des conséquences sur les femmes, dans l'emploi, les entreprises, le travail domestique et les soins à la personne non rémunérés, l'accès au financement et aux ressources essentielles, et le taux de pauvreté.
Nous nous trouvons donc à un moment critique, où il est essentiel de soutenir l'AEF pour assurer des moyens de subsistance aux femmes et à leurs familles, poursuivre une reprise économique inclusive et durable,
et veiller à ce que les progrès en matière d'égalité des sexes ne soient pas perdus.

WeProsper a été créée pour stimuler l'action mondiale sur l'autonomisation économique des femmes en cette période critique de reprise après la COVID-19, et plus largement pendant la décennie d'action pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies et réaliser l'agenda 2030. Nous pensons que la politique et le financement doivent être plus intensifs que jamais afin, non seulement, d'éviter les retours en arrière, mais aussi pour commencer à voir des progrès significatifs dans les moyens de subsistance, les opportunités, la justice économique et les droits des femmes et des filles à travers le monde. Nos membres du monde entier sont un groupe diversifié de plus de 30 organisations de la société civile locales, régionales et mondiales, d'établissements universitaires, d'organisations militantes, de groupes féministes et dirigés par des femmes, et d'acteurs du secteur privé qui travaillent sur des questions en rapport avec tout l'éventail de l'AEF. Les membres de WeProsper de tous les secteurs et du monde entier mettent en commun leurs connaissances étendues et approfondies afin de guider le militantisme stratégique en faveur de l'AEF sous forme de recommandations rigoureusement fondées sur des données factuelles en matière de politiques et de financement.

Photo : Paula Bronstein/Getty Images/Images of Empowerment, Inde

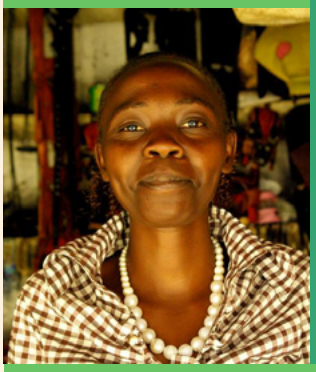
WeProsper est guidée par les principes suivants :

1. Adopter une approche intersectionnelle et féministe

2. Intégrer et affiner une conception englobant tous les aspects de l'AEF

3. S'attaquer aux obstacles structurels et systémiques à l'AEF

4. les faire entendre davantage dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire



5. Construire et utiliser la base de connaissances mondiale sur l'AEF

6. Participer à des actions de militantisme stratégique, fondées sur des données probantes

7. Encourager les processus économiques et de développement inclusifs et durables

8. Favoriser la redevabilité

Photos : 1. Annie Spratt/Unsplash. Sierra Leone. 2. Dario Valenzuela/Unsplash. Lieu inconnu. 3. Janaya Dasiuk/Unsplash. Népal. 4. Paula Bronstein/Images of Empowerment. Inde. 5. Robyne Hayes./ICRW. 6. Jonathan Torgovnik/Images of Empowerment. Ghana. 7. Juan Arredondo/Images of Empowerment. Pérou. 8. Theodore Goutas/Unsplash. Bangladesh.

Lancement d'une coalition mondiale pour l'autonomisation économique des femmes

L'approche de WeProsper englobe tous les aspects de l'AEF

Il existe de nombreuses définitions différentes de l'autonomisation économique des femmes. Pour WeProsper, ces définitions sont souvent trop étroites et conduisent à des approches fragmentaires de l'AEF, qui laissent de côté les questions structurelles et liées aux droits. Ainsi, il est très clair que sans aborder les questions structurelles et les droits qui les sous-tendent, les progrès sur l'AEF seront au point mort. WeProsper adopte une approche de l'AEF englobant tous ses aspects, qui ne se contente pas de défendre l'intégration des femmes dans les marchés ou de les soutenir en tant qu'entrepreneurs (bien qu'il s'agisse de composantes essentielles de l'AEF), mais qui élargit la perspective pour aborder les questions structurelles et systémiques qui conditionnent les résultats économiques. Ces questions sont, notamment :

Les structures sociales :

Normes de genre : Les normes sur la division du travail entre les sexes, le travail « convenable » pour les femmes et le statut subalterne des femmes limitent leur capacité à accéder à un travail décent et perpétuent la violence sexiste, avec des conséquences aggravantes sur leur situation économique et leur qualité de vie tout au long de leur existence.

Travail domestique et soins à la personne non rémunérés : À l'échelle mondiale, 42 % des femmes, mais seulement 6 % des hommes, se chargent du travail domestique en dehors d'une activité rémunérée, ce qui contribue à allonger les journées de travail des femmes et aggrave leur pauvreté.

Les marchés du travail :

Ségrégation professionnelle : La discrimination, les restrictions légales et les responsabilités disproportionnées en matière de travail domestique et de soins à la personne non rémunérés poussent une grande part des femmes à occuper un nombre limité de professions, souvent dans des emplois précaires, ce qui a des répercussions négatives sur leurs salaires, avantages sociaux et conditions de travail.

Travail décent : La majorité des femmes qui travaillent sont actives dans le secteur informel, sans protection par le droit du travail et sans accès à des prestations telles que la retraite, l'assurance maladie ou les congés de maladie. Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes sont très courants, tout comme la discrimination et le harcèlement, ce qui prive les femmes d'un travail décent. Cinquante pour cent des femmes sont victimes de discrimination, de violence et de harcèlement au travail au cours de leur vie.

Les droits légaux :

Droits fonciers : L'inégalité des droits fonciers, y compris la législation en matière d'héritage, contribue aux grandes disparités entre les sexes en matière de propriété foncière, alors qu'il s'agit souvent du principal moyen de subsistance. Les femmes possèdent entre 5 et 20 % des terres agricoles dans les régions en développement.

Droits économiques : La loi ne confère aux femmes que les trois quarts des droits légaux essentiels à l'inclusion économique que possèdent les hommes, comme l'égalité de salaire pour un travail égal, et elles sont confrontées à des lois limitant leur emploi dans certaines professions.

Les politiques macroéconomiques :

Marge de manœuvre budgétaire : La promotion de l'AEF nécessite des dépenses importantes de la part des gouvernements, et de nombreux aspects de la politique macroéconomique doivent être adaptés afin de laisser une marge de manœuvre budgétaire à ces investissements, y compris les politiques fiscales, monétaires, budgétaires et le service de la dette.

Protections sociales : La structure des systèmes de protection sociale est essentielle pour déterminer si les femmes ont un accès équitable aux moyens de subsistance et disposent des ressources nécessaires, compte tenu en particulier du fait que, dans de nombreux pays, la majorité des femmes travaillent dans le secteur informel de l'économie.

Construire et utiliser la base de connaissances mondiale sur l'AEF

Grâce à nos membres issus de secteurs variés, WeProsper produit une multitude de données factuelles, et nous travaillons collectivement à synthétiser un large éventail de résultats de recherche sur l'expérience vécue par les femmes, les filles et les groupes historiquement marginalisés du monde entier. L'autonomisation économique des femmes est un sujet complexe qui comporte de nombreuses dimensions lorsqu'il est envisagé de manière globale. Il nécessite donc des indicateurs solides et des données intersectorielles, ventilées par sexe, afin de mesurer ces dimensions et d'évaluer leur évolution. Nos membres s'engagent à plaider pour des données de meilleure qualité sur les questions de genre, et nous nous impliquons dans le débat sur la mesure de l'AEF, avec notamment le WEE Measurement Learning Collaborative. Par tous ces efforts, nous compilons ces connaissances dans une base de données riches et complètes, que nous utilisons pour passer de la recherche à l'action politique, en traduisant la recherche en recommandations aux décideurs politiques afin de faire progresser l'AEF aussi efficacement que possible.

Photo : IJonathan Torgovnik/Getty Images, Ghana

S'engager à l'échelle mondiale pour accélérer les progrès de l'AEF

Grâce à notre approche englobant tous les aspects de l'AEF et fondée sur des données probantes, et à nos membres issus d'univers divers, WeProsper est prête à élargir la perspective et à enrichir le dialogue sur l'AEF au niveau mondial, attirant l'attention sur les facteurs spécifiques au contexte et sur la superposition des inégalités à laquelle de nombreux groupes de femmes et de filles sont confrontées. Il est impératif de tenir compte de la manière dont la race, l'origine ethnique, la caste, la nationalité, le handicap, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'âge, entre autres, s'imbriquent pour déterminer la situation économique des femmes et des filles. Notre coalition mondiale travaille en étroite collaboration avec les coalitions régionales et nationales et les organisations citoyennes pour veiller à ce que ces dimensions de l'AEF, ainsi que les facteurs favorables spécifiques au cadre national ou régional, guident nos recommandations fondées sur des données factuelles et notre militantisme stratégique.

WeProsper s'engage dans le militantisme stratégique pour :

- Des systèmes économiques durables et inclusifs, qui favorisent le travail décent, l'accès aux moyens de subsistance et la répartition équitable des richesses.
- La reconnaissance du travail domestique et des soins à la personne non rémunérés, leur rémunération, leur représentation et leur répartition équitable au sein des ménages et entre les ménages et l'État.
- Que les femmes et les filles, dans toute leur diversité, aient autant de pouvoir et de voix au chapitre que les hommes dans la prise de décisions. Elles doivent être à l'abri de la violence et de l'exploitation, choisir librement leur activité économique, être rémunérées équitablement et avoir un accès égal à ce qui est non seulement nécessaire pour vivre, mais aussi pour réussir professionnellement.
- Pour que les décideurs politiques et les institutions internationales se concentrent sur les besoins des femmes et des filles et qu'ils conçoivent, mettent en œuvre et financent des solutions inclusives, fondées sur des données factuelles, féministes, intersectionnelles et qui transforment les normes de genre afin de relever les défis auxquels elles sont confrontées.

Rejoignez-nous pour faire avancer les choses

Votre expression et vos expériences nous donnent encore plus de poids pour défendre notre cause en cette période critique. Chez WeProsper, nous invitons les organisations de la société civile locales, régionales et mondiales, les établissements universitaires, les organisations militantes, les groupes féministes et dirigés par des femmes, et les acteurs du secteur privé qui souhaitent contribuer à la mission et à la vision communes de notre coalition à nous rejoindre ! Les membres de la coalition échangent régulièrement des informations par e-mail et se réunissent tous les trimestres. Nos groupes de travail élaborent des stratégies de militantisme et de diffusion du discours, partagent des informations et des résultats de recherche, et enrichissent leurs propres connaissances et capacités d'action sur l'AEF.

Pour plus d'informations et pour nous rejoindre, contactez Kelsey Harris (kharris@icrw.org)

Remarques finales

1. International Labour Organization (2017). Economic Impacts of Closing the Gender Gap.
2. World Economic Forum (2021). Global Gender Gap Report 2021.
3. O'Donnell, Megan, Mayra Buvinic, Charles Kenny, Shelby Bourgault, and George Yang (2021). Promoting Women's Economic Empowerment in the COVID Context. Center for Global Development, Working Paper 575.
4. Buschmann, Mareen and Sarah Fuhrman (2020). COVID-19 Could Expose Women to Decades of Poverty: Implications of the COVID-19 Pandemic on Women's and Girls' Economic Justice and Rights. Care International.
5. Simon Fraser University Gender and COVID-19 Research Project. Gender Analysis and COVID-19 Matrix.
6. United Nations Sustainable Development Group. Decade of Action.
7. Noble, Rachel, Rachel Walker, Lila Caballero, and Asha Herton (2020). Another World is Possible: Advancing feminist economic alternatives to secure rights, justice and autonomy for women and a fair, green, gender equal world. Volume 1. ActionAid.
8. Grantham, Kate, Dana Stefov, and Rebecca Tiessen (2019). A Feminist Approach to Women's Economic Empowerment: How Canada Can Lead on Addressing the Neglected Areas of WEE. Oxfam Canada.
9. Kidder, Thalia, Sophie Romano, Claudia Canepa, John Chettleborough, and Celeste Molina (2017). Oxfam's Conceptual Framework on Women's Economic Empowerment. Oxfam International.
10. Marcus, Rachel (2018). The norms factor: Recent research on gender, social norms, and women's economic empowerment. International Development Research Center.
11. Wamue-Ngare, Grace, Pacificah Okemwa, Simon Miruka, Lucy Maina, Pauline Kamau, Grace Okong'o, Jane Njuguna, Isaac Kimunio, Lillian Kiruja, and Simon Peter Okoth (2021). Impact of programmes and Initiatives addressing Sexual and Gender-Based Violence as a constraint to Women Economic Empowerment. Kenyatta University Women's Economic Empowerment Hub.
12. Lawson, Max, Anam Parvez Butt, Rowan Harvey, Diana Sarosi, Clare Coffey, Kim Piaget and Julie Thekkudan (2020). Time to Care: Unpaid and underpaid care and the global inequality crisis. Oxfam International.
13. Addati, Laura, Umberto Cattaneo, Valeria Esquivel, and Isabel Valarino (2018). Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work. International Labour Organization.
14. Better Work (2022). Gender Equality in the Global Garment Industry: Highlights of the Better Work Strategy 2018-2022. International Labour Organization and International Finance Corporation.
15. Bonnet, Florence, Vicky Leung, and Juan Chacaltana (2018). Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture. International Labour Organization.
16. Nayak, Nilini (2021). Domestic Workers Organize for their Recognition and Rights: The SEWA Process. Self-Employed Women's Association.
17. Khokhar, Tanya (2021). Ending Gender-Based Violence and Harassment in the World of Work: The Critical Importance of Implementing ILO Convention 190. International Center for Research on Women.
18. Landesa (2012). Women's Secure Rights to Land: Benefits, Barriers, and Best Practices.
19. World Bank Group (2021). Women, Business, and the Law 2021.
20. Woodroffe, Jessica and Chiara Capraro (2016). Breaking down the barriers: Macroeconomic policies that promote women's economic equality. Gender and Development Network.
21. UN Women (2017). Macroeconomic Policy and Women's Economic Empowerment.
22. International Labour Organization (2019). Universal social protection for human dignity, social justice and sustainable development. International Labour Conference, 108th Session.
23. Cookson,Tara, Rita Sandoval, Silke Staab, and Constanza Tabbush (2021). Putting gender equality at the centre of social protection strategies in sub-Saharan Africa: How far have we come? UN Women.
24. Buvinic, Mayra, Megan O'Donnell, James C. Knowles, and Shelby Bourgault (2020). Measuring Women's Economic Empowerment: A Compendium of Selected Tools. Center for Global Development and Data2X.
25. Data2x (2021). It's Time to Make Bold Commitments to Gender Data.
26. The Women's Economic Empowerment (WEE) Measurement Learning Collaborative. Center For Global Development.
27. de Hoop, Thomas, Amber Peterman, and Leigh Anderson (2020). Guide for Measuring Women's Economic Empowerment and Economic Outcomes in Impact Evaluations of Women's Groups. Evidence Consortium of Women's Groups.

Membres de la coalition

Mars 2022